

La Suisse et les armes nucléaires

Les conditions politiques de leur emploi

Introduction

La présente étude vise simplement à établir dans quelles circonstances nous pourrions être amenés à utiliser des armes nucléaires, si nous en possédions. Elle part de l'idée que les armes suisses auraient un caractère aussi défensif que possible, que leur champ d'action serait restreint et leur portée modeste. Elle suppose également qu'au moment où nous aurions des armes atomiques, de nombreuses autres puissances en auront aussi.

I.

Guerre intereuropéenne

Commençons par l'hypothèse d'un conflit qui se déroulerait en Europe sans l'intervention de l'URSS ni des Etats-Unis.

On peut admettre que dans ce cas aucun des belligérants ne recourrait à l'arme nucléaire. Notre continent est trop petit, trop peuplé, trop urbanisé, son infrastructure est trop complexe; les explosions atomiques y causeraient des dévastations sans aucune mesure avec l'enjeu du conflit.



Il est vrai que la stratégie nucléaire est une stratégie de dissuasion, de menace, qui vise non à faire la guerre nucléaire, mais à l'éviter. Mais pour que le processus de la dissuasion puisse jouer, il faut un minimum de crédibilité dans l'emploi de l'arme atomique. Entre puissances européennes cette crédibilité n'existe pas. Les Français auraient tout à perdre s'ils réduisaient l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Italie en désert et réciproquement.

Certes, une guerre nucléaire commencerait par l'emploi d'armes atomiques tactiques au rayon d'action aussi restreint que possible. Toutefois les dangers d'escalade, lorsque le seuil atomique est franchi, sont très difficiles à prévoir, mais très réels puisqu'ils dépendent presque exclusivement de la solidité des nerfs des dirigeants.

Comme tous les experts sont d'accord à ce sujet, une guerre européenne resterait, sauf coup de folie, confinée au niveau classique. Si nous y étions impliqués, nous ne voudrions pas qu'elle devienne nucléaire pour les mêmes raisons que les autres puissances en lice et nos armes atomiques n'auraient aucun pouvoir de dissuasion car nous ne pourrions pas rendre plausible notre volonté de les utiliser.

II.

Guerre intercontinentale

1) La Suisse ne pourrait donc être amenée à utiliser des armes nucléaires que dans un conflit généralisé où participerait au moins une des deux super-puissances atomiques et probablement toutes les deux.

- 3 -

Depuis une vingtaine d'années, la seule menace possible a paru provenir d'une offensive soviétique contre l'Europe occidentale, impliquant ou non les Etats-Unis.

Cette éventualité semble aujourd'hui peu vraisemblable. Néanmoins il vaut la peine d'analyser toutes les variantes de cette situation car les conclusions que nous en tirerons s'appliqueront, mutatis mutandi, aux autres hypothèses imaginables.

2) Si l'Union Soviétique déclençait une offensive contre l'Europe occidentale, son objectif ultime serait d'affaiblir ou d'anéantir la puissance américaine, la seule, à l'heure actuelle, susceptible d'affaiblir ou d'anéantir l'Union Soviétique.

Quatre possibilités s'offriraient à elle. Elle pourrait

- a) se borner à une offensive conventionnelle, dans l'espoir de ne pas déclencher de riposte nucléaire de l'OTAN, et surtout des Etats-Unis;
- b) lancer une attaque atomique anti-forces (contre les armées et les installations atomiques) exclusivement à l'encontre de l'Europe, toujours dans l'idée d'éviter une riposte nucléaire américaine;
- c) lancer une offensive atomique anti-forces contre l'Europe et les Etats-Unis;

- d) lancer une offensive atomique contre les Etats-Unis exclusivement, sachant que leur défaite entraînera la chute de l'Europe.

Dans aucune de ces quatre hypothèses, notre pays ne sera particulièrement visé. Ce seront les forces de l'OTAN, ou des Etats-Unis, ou toutes les deux qui constitueront l'objectif principal. Mais nous sentirions l'effet des retombées, si l'arme atomique entre en jeu.

Ce n'est que dans une phase ultérieure que nous pourrions être mis en cause directement.

ad a)

Une offensive soviétique conventionnelle contre l'OTAN se heurtera d'abord à une défense conventionnelle. Si les occidentaux sont débordés, ils recourront ou non à l'arme nucléaire suivant la décision de leur haut-commandement. S'ils l'emploient, les Soviétiques rétorqueront et l'escalade atomique sera déclenchée.

Si l'OTAN ne fait pas usage de son arsenal nucléaire et admet de céder du terrain devant la poussée ennemie, c'est que les belligérants auraient convenu, tacitement ou non, de ne pas franchir le seuil nucléaire.

Si à ce moment les Soviétiques, arrivés à nos frontières, veulent les violer, ils ne changeront pas leur doctrine stratégique à cause de nous. Ils prévoiront de nous attaquer par des moyens conventionnels.

Les faibles armes atomiques dont nous pourrions disposer constitueraient-elles alors un moyen de dissuasion efficace?

C'est douteux, car dans une telle conjecture l'OTAN, qui aurait accepté de ne se battre jusqu'ici que par des moyens classiques, ne changera pas non plus de doctrine à cause de nous. Nous serions seuls à utiliser nos armes atomiques et nous serions seuls à subir un châtement nucléaire de la part des agresseurs, qui spécifieraient clairement qu'il n'est destiné qu'à nous.

Toutefois le dissuasion pourrait jouer si trois conditions étaient réunies:

- que l'agresseur n'ait pas un besoin vital d'occuper notre pays;
- que nos armes aient une capacité de destruction appréciable;
- que notre volonté de risquer le suicide atomique soit suffisamment plausible.

ad b) et c)

Au cas où après une offensive atomique soviétique anti-forces il y aurait un temps d'arrêt, et où notre territoire présenterait un intérêt pour l'assaillant, on ne voit pas bien à quoi notre petite force nucléaire pourrait servir si celles de l'OTAN ou de l'OTAN et des Etats-Unis n'avaient pas amené de décision. Sa valeur dissuasive serait presque nulle.

Au contraire, la présence de nos armes atomiques aurait pu ou pourrait nous attirer des coups directs.

ad d)

Si les Etats-Unis étaient écrasés par une attaque nucléaire soviétique, et si l'Europe atterrée s'inclinait

devant Moscou, que pourrions-nous faire? L'auteur de ces lignes n'en a aucune idée, mais il ne parvient pas à se représenter que nos armes nucléaires puissent réussir là où celles des Etats-Unis auraient succombé.

3) D'ici quelques années une autre situation pourrait théoriquement se dessiner. Un certain nombre de puissances européennes pourraient s'allier à l'URSS et ce nouveau groupement pourrait être hostile aux Etats-Unis. Ceux-ci pourraient vouloir réagir et, avec les amis qui leur resteraient, tenter de reconquérir l'Europe. Nous pourrions soit être pris contre deux feux, soit être alignés sous l'influence soviétique. Nous nous trouverions dans une situation inverse à celle qui vient d'être décrite sous point 2, et nos possibilités d'action ne seraient pas plus grandes.

Là encore, ce ne serait que dans des éventualités à peine vraisemblables que la force de dissuasion de nos armes atomiques pourrait nous venir en aide.

III.

Conclusions

1) On voit donc que nos armes nucléaires ne pourraient que très rarement jouer un rôle.

Ce phénomène provient du fait que nous ne pouvons être mêlés à un conflit atomique que dans une guerre qui se déroulerait entre des puissances beaucoup plus fortes que nous et qui ne s'intéresseraient à nous qu'accidentellement, parce que nous serions englobés dans une zone géographique où leurs forces opèrent.

Selon toute apparence, nous ne serons jamais en première ligne; la question de la violation de notre neutralité ne se posera pas dans la phase initiale du conflit, mais dans une phase ultérieure et lorsque les grandes options stratégiques auront déjà été prises par les belligérants. En conséquence, ce ne seront ni notre présence ni notre force de dissuasion qui pourraient déterminer le passage du conflit d'une phase à l'autre, de la phase classique à la phase nucléaire. Nous n'aurons aucune influence sur le franchissement du seuil atomique, qui constitue l'essence de la dissuasion.

2) Un autre point important, c'est que notre adversaire déterminant ne sera pas un de nos voisins, un pays proche de nous, mais une superpuissance qui ou sera l'alliée de nos voisins ou les aura envahis. Ainsi nous n'aurons aucune possibilité de lui porter des coups directs, tandis que cette super-puissance pourrait nous anéantir par son aviation stratégique ou ses fusées, c'est-à-dire sans avoir même à avancer des troupes à portée de notre feu.

Notre capacité de dissuasion n'entrerait donc en ligne de compte que dans l'éventualité non obligatoire où la super-puissance concentrerait des divisions près de nos frontières.

3) L'hypothèse la plus plausible concernant l'emploi de nos armes atomiques se présenterait en cas d'une invasion conventionnelle de l'Europe occidentale. C'est-à-dire, dans le cas où les voisins qui nous couvrent, et leur grand allié nucléaire, auraient renoncé à utiliser leurs propres armes atomiques. Dans cette éventualité nous devrions faire croire à l'envahisseur que nous serons les premiers à avoir le courage ou l'inconscience de franchir le seuil nucléaire. Il serait sans doute presque impossible de rendre cette attitude

plausible, de sorte que notre détermination ne le dissuaderait pas. Nous serions alors forcés d'utiliser nos armes nucléaires ce qui nous mettrait ipso facto en butte à des représailles massives et, probablement définitives.

4) Aux termes de cette analyse, des armes nucléaires ne nous seraient utiles que dans des hypothèses peu vraisemblables, et même dans ces cas-là, leur possession nous feraient courir des risques que l'on peut tenir pour démesurés.

Citons pour conclure cet aphorisme du général Beaufre, qui cerne tout notre problème:

"Le rôle de l'arme atomique n'est pas de faire la guerre, mais de l'empêcher. Mais pour empêcher le pire, il faut que la menace reste plausible."

Berne, le 8 mars 1967 NT/vv

Nota Bene:

On voit que pour nous le problème se pose en des termes tout différents que pour la Suède.

- a) Elle occupe une position périphérique et ne doit ainsi pas être obligatoirement mêlée à un conflit intéressant l'Europe occidentale ou les Etats-Unis.
- b) Elle est voisine de l'URSS et peut lui porter des coups directs.
- c) Elle est un pays maritime ce qui pourrait théoriquement lui permettre de lancer une seconde frappe, grâce à des sous-marins polaris.